

# TRAVAIL DE BASE

Je vois mal une coopérative, émancipatrice par essence, vendre aux travailleurs le fruit de leur propre travail.

Nous avons puisé cette phrase dans le bulletin « Ile de France », n° 54 de l'Institut Parisien de l'Ecole Moderne.

Déjà, dans un précédent numéro du « C. S. », nous avions indiqué la nécessité impérieuse de profondes modifications dans le domaine de l'enseignement; celui-ci ne visant, aujourd'hui qu'à former des robots par le développement intensif des facultés techniques, alors que l'éducation morale et sociale disparaît de plus en plus des programmes d'enseignement.

Certes, l'instruction civique est dispensée dans les écoles avec assiduité, mais dans quel but?

Celui d'inculquer aux enfants le sens de l'obéissance, le respect et la nécessité des hiérarchies et un égoïsme exacerbé qui les poussera, plus tard, à jouer des coups pour se faire une place au soleil. « Une situation », disent beaucoup de parents incoscient, mes enfants ont une situation; et ils ne réalisent pas qu'en définitive ils ont orienté leurs enfants vers un but opposé à celui de leur propre vie.

Combien de travailleurs ont maudit, pendant toute leur existence, les injustices de ce bas monde, les abus de pouvoir, l'abus des privilèges; combien ont même milité au sein des syndicats et peut-être aussi dans les partis politiques dit de gauche avec l'espoir secret de voir, enfin, un jour, naître l'aurore d'un jour meilleur? Ils sont légion, et pourtant, dans la majorité des cas, ils sont prêts à faire abstraction de leur idéal, à renier tout leur passé de courage et d'abnégation pour ce qu'ils croient être le bonheur de leurs enfants.

La définition du vrai bonheur c'est l'Ecole Moderne qui nous la donne en se traçant comme ligne de conduite le devoir de « former des enfants heureux, heureux de pouvoir se libérer de leurs chagrins, de leurs angoisses, de leurs nervosités par les techniques d'expression libre de leur choix; heureux d'être actifs par désir naturel de progrès d'agrandissement, de dépassement de soi; heureux de créer ».

La place nous manque, dans le cadre du « C. S. », pour développer les différentes affirmations de principes stigmatisés par la valeuruse revue « Ile de France », mais nous ne pouvons passer sans silence l'objectivité des méthodes préconisées et la nécessité de les divulguer dans les milieux ouvriers.

Le fait de vendre aux travailleurs (avec profit) le fruit de leur propre travail, autrement dit, l'exploitation de l'homme par l'homme fut et reste le symbole d'une société corrompue, l'image vivante du capitalisme privé ou d'Etat, l'expression la plus manifeste du vol et de l'usurpation.

Mais un tel procédé pouvait se justifier hier par les exigences des nécessités matérielles, il n'en est plus de même aujourd'hui. Le chaos existant entre la production et la distribution, les entraves mises pour freiner la première et perturber la seconde n'est plus un secret pour personne; et pourtant, les peuples en sont encore au stade de l'hésitation.

Et que font-ils des théories de nos meilleurs penseurs? Pouget, Gribouilles et Pelloutier en passant par Proudhon, Bakounine, Kropotkine et Elisé Reclus, pour n'en citer que quelques-uns de la longue liste des pionniers qui ont marqué l'histoire des peuples, ont tracé les sillons d'où devait naître l'espoir d'une société idéale.

Pourtant rien ne semble germer, ou plutôt peu de chose. Nous ne le répéterons jamais assez: l'avenir de l'humanité dépend de l'éducation des peuples. Les syndicats doivent hâter cette émancipation populaire en redonnant vie aux Bourses du Travail, mais c'est à l'Ecole Moderne que revient la plus lourde tâche.

Soutenez-la !...

# LE COMBAT

De chacun selon ses forces

C.N.T.

## SYNDICALISTE

A.I.T.

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL  
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

35<sup>e</sup> ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 276

Version française 0 10 francs — Version espagnole 0 40 francs

19 Décembre 1963

# FAITS DIVERS

## ASSEMBLEE NATIONALE

8 novembre

A l'audience, on vit le socialiste Moch sortir des ténèbres et monter à la tribune :

« Moi, je frémis : la France menacerait de tuer un million de civils, hommes, femmes et enfants pour dissuader un adversaire éventuel. Le seul résultat d'une provocation de ce genre serait d'accroître la menace qui pourrait peser sur le pays ».

Réponds du ministre :

Le ministre cite un discours du 20 octobre 1958 à la Commission du désarmement par Jules Moch :

« Si donc les puissances atomiques conservent un arsenal nucléaire, en considération de quels arguments la France devrait-elle renoncer à en constituer un ? »

Il y a dans tout politicien socialiste un matamore qui s'ignore.

## ROME

Le concile oecuménique est en effervescence, troublé par la révolte des évêques contre l'autorité papale. Ils dévient au pape d'être le seul vicaire de Dieu, prétendant avec logique qu'ils partagent cette vocation avec lui comme le Christ la partageait avec ses disciples.

Cela a donné lieu à des discours et interventions souvent acerbes. Ils se sont traités de « menteurs », de « vendus » et autres épithètes qui ne manquent ni de couleur, ni de pittoresque.

Bref, dans cette soi-disant démocratie religieuse, on semble évoluer vers le pittoresque des assemblées politiques.

En son sort donc là, à ne pas savoir interpréter le « volonte » de « Fantôme-Dieu ». N'est-ce pas incroyable qu'en pareille circonstance ce « ver-tébré-gazeux » n'intervienne point pour remettre ses agents, ses députés, ses politiciens dans la voie de la sainteté et du salut ?

En vérité je vous le dis : si Dieu existait il se manifesterait à cette heure tragique pour la majesté de sa légende... c'est sûr. Comme il ne se manifeste pas à ceux qui prétendent tenir de lui leur fonction : eh, bien, n'est-ce pas la preuve qu'il n'existe pas, et que tous ces créants ne constituent en somme qu'une « Société commerciale à responsabilité limitée ».

## PARIS

Le clown Guy Mollet, l'illustré sauteur de Suez, est revenu de Moscou. Il nous apprend que Krou-Krou est un gouvernement « lucide et sincère ».

Autrefois il le qualifiait d'être le plus grand comédien de la diplomatie.

Comme son ami Moch, comme tous les politiciens, Mollet a courte mémoire. Il est dans la nature de ces êtres de ne jamais hésiter à se contredire. La clientèle électorale est une bonne fille qui couche indifféremment avec le mensonge comme avec la vérité.

D'ailleurs, le cerveau des politiciens, de tous les politiciens, est la plus grande curiosité de la Nature : il se compose de deux compartiments étanches : l'un qui fonctionne dans l'opposition, l'autre quand ils sont au pouvoir. L'ignorance absolue nous les traitons de « salauds », alors qu'ils ne sont que des malheureux.

## RADIO-PARIS

10 novembre

Un libre-penseur parlant à la radio invite les croyants à rejoindre la Libre-pensée.

Sans doute pour y discuter de la forme, du volume et de la nature de l'âme.

Il y a peu de temps, Jean XXIII s'adressait au grand Maître de la « Loge française », et répondait à son désir, bénissant les frères maçons et ceux qui ne l'étaient pas. N'est-ce pas touchant cette conjonction de bonnes volontés autour du Divin Mensonge ?

Comme nous almerions entendre ces artistes culinaires nous ire par quelle technique magique s peut vent assaisonner le Mensonge à la vérité, et trouver délicieux n plat aussi indigeste.

## MARSEILLE

14 novembre

La municipalité ayant m à la disposition des marcheurs 1 carrefour de Chateaubriand, des apaisements pour la vente directe : leurs produits aux consommateurs s'est produit ceci :

Choux fleurs et salades n't été vendus deux et trois fois moins chers que chez les détaillants. Tous

les consommateurs se sont déclarés enchantés.

Nous le répétons encore une fois : la baisse des prix ne peut être obtenue que par la suppression des intermédiaires, et sur le plans alimentaire,

par l'organisation de comptoirs communaux sur les marchés des cités.

La mévente agricole est une crise volontairement provoquée par les syndicats d'encourager cette distribution communale prélude à l'abolition des intermédiaires commerciaux.

Simultanément : baisse des prix et stoppage des salaires. Ce phénomène économique porte un nom : l'Austrérité.

Chacun regarde son voisin en gémissant : je n'y comprends rien. C'est pourtant simple, cocasse et diabolique.

## LA BAISSSE DES PRIX ?

C'est la comédie jouée par les gouvernements en mal d'administration économique. Elle commence par avilir les hausses acquises alors que les salaires restaient stables : c'est l'étape classique durant laquelle les prix ont dépassé le salaire.

Elle continue par un freinage éphémère des prix dans l'immédiat. Elle est couronnée avec une telle ampleur publicitaire qu'elle crée les conditions psychologiques justifiant l'arrêt de la hausse des salaires.

## LE STOPPAGE DES SALAIRES ?

Devient une réalité coupant court à l'inflation. Cette dernière se produit d'abord quand la demande de la consommation pousse l'offre vers une plus grande production; quand les besoins des consommateurs exigent un accroissement du pouvoir d'achat.

A une demande accrue les entrepreneurs répondent par une élévation des prix de vente alors que leur prix de revient reste stable. A une hausse des salaires, les patrons répondent par une nouvelle hausse des prix de vente : le taux du produit ne doit jamais baisser. Ce résultat, cette conjonction de hausse, fait que le prix de vente de l'industrie nationale sur le marché mondial cesse d'être concurrentiel, l'expansion est freinée, la balance des paiements devient déficitaire, le chômage apparaît.

Cela signifie donc en régime capitaliste « que les travailleurs et la masse des consommateurs moyens, sont condamnés par les fluctuations financières à ne pouvoir jouir de l'abondance dont ils sont les artisans ».

C'est idiot, absurde, mais dans cette ambiance économique favorable à l'arrêt du développement des consommations : plus on produit moins on consomme.

Mais les Gribouilles sortent leurs remèdes magiques :

1° Maintenir l'expansion en freinant la production. D'où : récession du marché intérieur, de telle façon que l'on puisse vendre sur le marché mondial ce dont on prive les consommateurs nationaux.

2° Nécessité d'alléger les charges

de l'Etat en freinant la productivité, c'est à dire : l'automatisation, laquelle provoque le chômage.

L'automatisation, à un certain stade, peut déterminer à la fois, une baisse du prix de revient mais au prix du chômage, comme elle pourrait faciliter la réduction de la durée du travail et la réduction du chômage.

C'est ainsi que les syndicats américains réclament la semaine de trente-cinq heures pour éponger ce chômage. Kennedy a refusé, comme refusa Roosevelt autrefois : ce serait dégrader le Profit ou provoquer à l'expansion économique : le Profit des nations industrialisées ne se maintient que par l'expansion, par les exportations.

3° Il est donc évident que l'économie capitaliste, malgré le talent et le génie magique de ses Gribouilles, est en train de se noyer dans sa prospérité, dans l'Abondance.

On espère pourtant freiner l'automatisation, l'abondance et les salaires afin de maintenir le règne du Profit. Et notre argentier vient d'élever le taux du loyer de l'argent afin de rallier les investisseurs, c'est à dire, les progrès de l'automatisation.

Prédistinction. Qui se propose d'appeler il y a plusieurs mois.

Vous me direz que tout cela est idiot.

Où, bien sûr, mais c'est aussi très

J. B.

# Minorité et révolution

Si on veut imposer la liberté, on obtient une unité artificielle, discutable, qui n'est pas à l'image réelle du peuple, mais recherche, une majorité forcée, obtenue par des nécessités exceptionnelles, sociales, ne repose-t-elle pas sur des procédés déjà utilisés par les partis politiques qui courent pour la majorité nationale et capitaliste ?

La véritable force des anarcho-syndicalistes, en tant que révolutionnaires, ne réside-t-elle pas en un Hor idéologique qui en fait une force homogène dont les divergences dans les principes et les modalités de la révolution sont minimes ?

Il y a une différence entre l'action militante d'un individu inscrit à un parti politique ou un syndicat et celle d'un individu qui milite pour le syndicalisme-anarchisme. L'un cherche son avantage politique ou syndicaliste, l'autre cherche l'avantage de tous.

Le principe de la majorité est indispensable à la politique, il a pour

adroit; car enfin, si les travailleurs continuent à chercher dans la science des prix et des salaires, le remède à l'Abondance, au lieu de s'organiser pour la distribuer à tous, il est certain que les Gribouilles deviendront les rois dans les marais aux grenouilles.

N'oublions pas, surtout, nous ne le répéterons jamais assez, que nous rois, dans cette société de fous et d'imbéciles, s'ingénient à entretenir l'état d'alerte belliqueuse et de guerre froide, afin de maintenir le régime des salaires et profits.

Vous nous direz que c'est un jeu dangereux ou un remède maléfaste ? Bah ! Regardez la masse grouillante dans nos marais. Elle chante au clair de lune, s'a-rutit dans le commerce des sports, s'intoxique avec délice et bave d'admiration devant les westerns et les stars, ne lit que les romans policiers, se passionnent pour les combats de Loxe ou de catch, et quand vous lui dites que son insouciance et la lâcheté peuvent la mener à sa perte, elle vous répond :

Tu crois cela ? Ils ont trop peur : ils n'oseront pas.

C'est ainsi que la lâcheté des grenouilles prête aux rois des marais une prévoyance humaine dont elles sont séparées, tant il est vrai que la servilité dépouille l'homme de toute dignité et de toute initiative.

Où, bien sûr, mais c'est aussi très

J. B.

# Débat sur l'objection de conscience

Je continue à goûter, dans le journal « Combat » les débats ou les tribunes libres qui lui donnent un ton tout autre que celui de presque tous les autres organes de la presse française d'information. Sa devise est l'édifice de la Résistance à la Révolution, apparaît justifiée, mais comme elle n'apparaît l'objet, cette Révolution, et comme me parait lente, l'allure à laquelle on va vers ce but. Il ne faut pourtant pas oublier que d'autres, à l'inverse de « Combat » font de la marche arrière, ce qui n'est pas pour activer le processus de transformation de la société que doit comporter obligatoirement le concept moderne de Révolution.

Dans le numéro de jeudi, 24 octobre, un débat dirigé par Raymond Thevenin (1) traite de l'objection de conscience. Encore dira-t-on : Eh, oui, je pense que malgré tout, il ne faut pas désigner ce problème, malgré les attaches religieuses de la plupart des objecteurs, car ce peut être le point de départ d'un refus qui, à l'individu, faisant tâche d'huile, pourrait devenir quasi général. D'excellentes choses y ont été dites, et d'excellentes aussi. Commentons par les excellentes :

André Philip : « L'objection de conscience est un acte de discipline civique, de soumission à l'autorité d'un Etat dont on reconnaît la légitimité, mais devant un acte ou une entreprise que l'homme considère comme contraire soit à sa foi religieuse, soit à son sens des valeurs d'essentielles de la civilisation, ce n'est pas la question de la question de sa-fuser, et dans le respect de la loi, voir si nous sommes une société latente de se présenter devant les tribunaux que ou une société patente, l'ou-afin de se faire condamner par eux, chrétien met Dieu avant l'Etat, avant de façon à saisir l'opinion et à faire transformer la loi injuste. »

Voilà, me semble-t-il une définition claire et précise. Elle donne bien l'impression de ce qu'est en réalité l'objection de conscience et, en même temps, elle en marque les limites. L'objecteur reconnaît la nécessité et l'autorité de l'Etat, auquel il est entièrement soumis, sauf en ce qui concerne la chose militaire, c'est à dire l'obligation de porter les armes et, éventuellement de tuer. Ce n'est qu'un premier pas, évidemment, mais ce premier pas, et surtout de porter le premier coup au sacré-saint principe de l'obligation militaire.

Continuons par Régamey, et un prêtre :

« Nous sommes arrivés à un point de maturité au moins pour certains hommes de bonne volonté ou l'on prend conscience de la nécessité pour une nation moderne de briser cette conception relativement récente, puisqu'elle remonte à la loi de 1883 sur la conscription, selon laquelle on identifie le service de la nation et le service militaire. »

Eh, oui, il faut, en effet, briser cette conception qui, remarquons-le, a eu tout de même le mérite d'être moins théorique d'égaliser les chances devant le devoir... si l'on peut parler, en l'occurrence, de chance et de devoir. Apparaissant, il faut dire, ni de l'ensemble de la nation. Les étaient astreints aux joies de la cam-

serne et des grandes manœuvres. Revenons à André Philip.

« On nous a dit tout à l'heure qu'il y avait une identification entre la notion de citoyenneté et la notion de service militaire. Si cela a été historiquement vrai à une certaine époque, il se trouve que ça ne l'est plus nulle part aujourd'hui, ou que ça l'est de moins en moins. Ce qui est lié à la citoyenneté c'est la notion d'un service civique, qui comporte un certain nombre de nécessités, dont les unes sont militaires, les autres industrielles, les autres économiques. Je ne sais pas, par exemple, si l'ordre généralisé aux pays sous-développés n'est pas plus important, pour la sécurité du pays, que la bombe A ou H. »

Eh bien, cher monsieur Philip, si vous ne savez pas, moi je sais, nous savons. La bombe A ou H ne peut nous tirer des ennemis, dont le moindre serait l'animosité et la haine de ces peuples craignant l'explosion de cette bombe A ou H, tandis que l'aide aux pays sous-développés peut que nous attirer leur gratitude.

A condition que cette aide soit bien une aide dispensatrice de biens d'équipement et de consommation, et non un moyen de maintenir la richesse et la puissance des potentats maîtres absolus de ces pays. Continuons avec André Philip :

« J'ai été très frappé par ce qu'a dit monsieur de la Morandière, il est la question de savoir si le citoyen se reconnaît juge. Eh oui, c'est ce que nous sommes une société latente de se présenter devant les tribunaux que ou une société patente, l'ou-afin de se faire condamner par eux, chrétien met Dieu avant l'Etat, avant de façon à saisir l'opinion et à faire transformer la loi injuste. »

Voilà, me semble-t-il une définition claire et précise. Elle donne bien l'impression de ce qu'est en réalité l'objection de conscience et, en même temps, elle en marque les limites. L'objecteur reconnaît la nécessité et l'autorité de l'Etat, auquel il est entièrement soumis, sauf en ce qui concerne la chose militaire, c'est à dire l'obligation de porter les armes et, éventuellement de tuer. Ce n'est qu'un premier pas, évidemment, mais ce premier pas, et surtout de porter le premier coup au sacré-saint principe de l'obligation militaire.

Continuons par Régamey, et un prêtre :

« Nous sommes arrivés à un point de maturité au moins pour certains hommes de bonne volonté ou l'on prend conscience de la nécessité pour une nation moderne de briser cette conception relativement récente, puisqu'elle remonte à la loi de 1883 sur la conscription, selon laquelle on identifie le service de la nation et le service militaire. »

Eh, oui, il faut, en effet, briser cette conception qui, remarquons-le, a eu tout de même le mérite d'être moins théorique d'égaliser les chances devant le devoir... si l'on peut parler, en l'occurrence, de chance et de devoir. Apparaissant, il faut dire, ni de l'ensemble de la nation. Les étaient astreints aux joies de la cam-

odieux, monsieur Philip, idiot et odieux. Car ils n'avaient ni assés né, ni volé, ni escroqué, ni violé, ni refusé de payer leur percepteur ou leur boucher. Alors ? Quant à espérer que l'armée évolue dans le sens que vous souhaitez, je crains fort que ce ne soit longtemps qu'une espérance. De par son essence même, l'armée ne peut évoluer ni dans son esprit, ni dans ses moeurs. Seule, sa guérir le corps social de ce danger. disparition pure et simple pourra

## BLANQUET

(A suivre.)

## Communiqué

Pour des raisons de santé, le camarade Fauchois, rédacteur du « C. S. », a dû interrompre toute activité.

En attendant de désigner un nouveau responsable, la C.A.C. assurera la parution de notre organe confédéral.

Nous invitons donc tous nos lecteurs et correspondants à adresser provisoirement le courrier au secrétariat.

Le versement des abonnements devra être adressé au camarade Soriano, C.C.P. N° 14.103.62 Paris.

# Lettre ouverte à M. E Descamp de la C. F. T. C.

Dans une interview au journal « Le Monde » vous avez dit : « Le Gouvernement ne fait que du bruit », cela est vrai, hélas, nous pourrions épiloguer longtemps pour savoir à cause de qui, de quoi, les zébrés et leur, pardon notre cher général se sont trouvés à diriger ce pays, et par voie de conséquence à nous ravaler au rang de pays presque sous-développés, encore quelques années de ce régime et nous serons les égaux des pays tels que l'Espagne ou le Portugal. Je pense que le chrétien, dont la C.F.T.C. est une aile marquant et y est pour quelque chose, de même que tous les chrétiens du simple curé en passant par l'évêque, du simple ouvrier catholique en passant par le pieux industriel. Il y a, comme dans toute règle, des exceptions, mais il n'empêche que la majorité des députés zébrés sont des croyants, des catholiques. Ceci dit, cessons de tourner le fer dans la plaie et revenons à votre interview, vous dites en gros que rien n'est fait pour la classe ouvrière, que les ministres, les députés font de beaux discours à la télé sur l'éducation, le logement, etc., mais qu'aucune réalisation ne suit ces belles professions de foi. Pleinement d'accord avec vous à ce sujet, vous vous dites également que le gouvernement n'a pas conscience du mécontentement de la classe ouvrière vis à vis de la hausse des prix, du poids des impôts, des jeunes qui ne peuvent entrer dans les lycées techniques faute de place,

etc., etc. Il faut donc lui dire conscience de cet état de fait entre nous il est bougrement et aveugle ce gouvernement et ne pas avoir conscience commettus di- vous vous préconisez donc à jour-née de revendications, espét par cette action que nos chers frères vont prendre conscience et diffier leur ligne de conduite, il peut. Toutefois, permettez-moi d'accepter que et de vous proposer votre forme d'action pour leur faire conscience de leur situation et de leur bien public, car pour ça est de leur satisfaction personnel sur le plan matériel, faites leur confiance, ils en ont conscience.

Je propose donc une action commune de tous les syndicats la possibilité d'amener le gouvernement à changer sa politique économique et éducative, des logements, et plus en rapport avec sa population globale; d'autre part à accorder ensemble des salariés des moyens de subsistance, de se distraire, de en un mot plus large que ceux existant actuellement.

## MOYENS D'ACTION

A ENVISAGER

Pendant deux mois, paquets, brochures, articles dans les journaux, etc., préparer la pulvérisation de l'action de grève, le qui aurait lieu le mois ant.

Lui expliquer comment sera rédigé le cahier de revendications adressé au gouvernement cet dans le but de revenir à des conceptions plus saines d'économie politique, et de gestion, sur le plan national.

Ensuite envoyer au Président de la République, aux ministres, aux députés un programme de revendications, qui signifie que le X du mois, la population ouvrière toute entière se mettra en grève illimitée si le Président de la République, les ministres, les députés ne se sont pas engagés à suivre le cahier de revendications présenté par les syndicats.

Ce cahier devrait être autre portier sur les points primordiaux suivants :

a) Réduction des émoluments des hauts fonctionnaires, membres du gouvernement compris.

b) Réduction des fonctionnaires non-tarifés dans les cadres qui sont nettement pléthoriques.

c) suppression de tout l'appareil militaire, des usines d'armement et naturellement des usines nucléaires.

d) Revalorisation du budget de l'éducation nationale.

e) Accroissement de la construction de logements.

Sur le plan purement ouvrier :

a) Retour immédiat à la semaine de 40 heures sur la base du salaire de 48 heures.

b) Suppression des heures supplémentaires et du pourcentage auquel elles donnent droit.

c) Droit de regard dans la ges-

tion des usines, partages équitables, c'est à dire en partie égale des bénéfices.

d) échelle des salaires allant du simple au double sans pouvoir excéder le double du plus bas salaire garanti.

e) Suppression des abattements de zones, salaires identiques pour le même travail quel que soit la région où il est exercé.

Voici, en gros, un programme qui peut être appliqué si les syndicats le destinent, il suffit comme je l'indique plus haut de bien faire connaître longtemps à l'avance les moyens d'action qui seront mis en œuvre le jour décisif et d'agir.

L'action peut se porter sur une grève générale et illimitée, elle peut aussi se porter sur la grève des moyens de transport avec comme contre-partie l'aide des ouvriers ne participant pas à l'action, ou tout autres moyens susceptibles d'aboutir. Mais l'action ne doit pas se porter sur une revendication de salaire, qui, vous le savez, comme moi, est une duperie dans la conjoncture actuelle, mais sur les moyens d'empêcher les mandataires du capitalisme international d'agir. Vous terminerez en disant : « Nous ne laisserons pas ainsi aller les choses, il n'y a pas de pause pour le mouvement ouvrier. D'accord, montrez-le. »

Qu'en pensez-vous, monsieur Descamps ? J'aimerais connaître votre réponse.

G. FIOU

(Suite à la page 2.)

«QUINET»

El XII Congreso de la A.I.T.

Huelga de estudiantes

Espanoles



Primer tomo de las Obras de Felipe Alaiz. Su precio 5 francos. El tomo segundo de dichas Obras y en primer volumen de «Tipos españoles», podemos servirlo asimismo a 5 francos.

Minorité et révolution

(Suite de la page 1.)
Cessités directives d'une Communauté, du fait de l'application de règlements communautaires à une petite quantité d'individus, apporte le maximum de garantie du respect de la liberté.
Il est bien évident que l'individualisme pur est difficilement applicable à l'esprit communautaire.

En la amplia sala de Actos de la Alcaldía de Puteaux, comenzó, el día 30 de noviembre, a las diez de la mañana, el XII Congreso de la A.I.T.
Estaban presentes las delegaciones de la C.N.T. búlgara, de la U.S.I. italiana, de la Syndicalist Workers Federation británica, de la C.N.T. de España en Exilio, de la C.N.T. francesa, de la Norsk Syndicalist Federation de Noruega, de la F.O.R.A. argentina. Por la tarde se incorporó al Congreso la delegación de la F.O.R.U. uruguayana.

Las mismas. La Sección inglesa presentó una proposición que deberá ser cursada a la base. Después de amplio debate y examen general de la situación, se acordó mantener los acuerdos existentes al respecto.
En cuanto al punto B) «Sobre implicaciones posibles derivadas de la acción que desarrolla la Sección española y su Alianza Sindical», después de una discusión bastante apasionada, mejor diálogo entre las delegaciones de la C.N.T. española y francesa, se acordó ratificar asimismo los acuerdos existentes.

BILBAO, (OPE). — Los días 22 y 23 de noviembre se declararon en huelga en la Facultad de Ciencias Económicas, con motivo de la apertura del curso, a la que se proponían asistir dos ministros del Gobierno franquista.
La huelga protestaba por la falta de decoro y salubridad de las aulas de la Universidad del Estado, donde los alumnos utilizaban para sentarse las sillas y banquetas de uno de los bares cercanos; y por haber concedido facultad para otorgar títulos oficiales a las Universidades del Opus Dei y Jesuitas.

ANTENA

LA PE Y EL HAMBRE
PAMPLONA. — Los empleados de un colegio religioso de Pamplona, que cobran 60 pesetas por trabajar doce horas diarias y se les descuenta la comida, han recurrido al Sindicato y a la Prensa para que se obligue al Colegio patrón a mejorar su suerte.
MADRID. — A ningún candidato a concejal se le pide declaración pública de adhesión al régimen, dice un órgano franquista. No hay, en efecto, pública adhesión al régimen, ni se consiente declaración política alguna, ni propaganda de la candidatura, ni prensa libre, ni organización política o sindical que apoye al candidato, ni programa de gobierno de éste.
MADRID, (OPE). — Con motivo del asesinato del presidente Kennedy «Ya» ha abierto una encuesta entre personalidades españolas. El ex ministro de Asuntos Exteriores Serrano Suñer, ha dicho: «El asesinato de Lincoln coincidió con el término de la guerra civil. Mucho deseo que el de Kennedy no sea principio de graves discordias interiores».

Hacer y posibilidades de interesar amplias capas de opinión. En este sentido, es alentador el ejemplo de la Sección inglesa, toda representada por delegados jóvenes, acompañados por una excelente y querida veterana, la compañera Malde, que, al lado de su compañero Ken Hawkes, tanto han hecho por la vida de la Syndicalist Workers Federation en Gran Bretaña.
Deseo de colaboración con cuantos pueden orientar al proletariado, sacándole del marasmo en que le han sumido el reformismo y el bolchevismo. Por ejemplo, con los Trabajadores Industriales del Mundo y la Internacional de Resistentes a la guerra, preocupación de los delegados ingleses, compartida por todos.

ANTENA

El delegado de España señor Piniés ha respondido que su Gobierno reconoce el carácter marroquí de los territorios mencionados por el señor Benhima, pero estima que ambas partes deberían de evitar en las circunstancias presentes acudir a las negociaciones que han de comenzar sobre este asunto.
ES VERDAD
MADRID. — A ningún candidato a concejal se le pide declaración pública de adhesión al régimen, dice un órgano franquista. No hay, en efecto, pública adhesión al régimen, ni se consiente declaración política alguna, ni propaganda de la candidatura, ni prensa libre, ni organización política o sindical que apoye al candidato, ni programa de gobierno de éste.
MADRID, (OPE). — Con motivo del asesinato del presidente Kennedy «Ya» ha abierto una encuesta entre personalidades españolas. El ex ministro de Asuntos Exteriores Serrano Suñer, ha dicho: «El asesinato de Lincoln coincidió con el término de la guerra civil. Mucho deseo que el de Kennedy no sea principio de graves discordias interiores».

Porque reside en nosotros y forma parte de nuestro psíquico, tal sentimiento deja de ser compartido por los aborígenes de los países que nos concedieron su hospitalidad; y prueba de ello, en todos los órdenes, nos faltan, incluso de aquellos que blasonan de izquierdismo, de liberalismo, de socialismo y de otras hierbas a cual más sospechosa. Que no se venga, pues, con la majadería insultante de que en esos países gozamos de abrigos de libertad y que comemos todos los días a nuestras anchas; harto hemos comprendido, y sentido, lo que nos cuestan ese abrigo, esa... única libertad, ese pan.
Mas de todo eso hablaremos otro día, pues que hablarse debe para significación de los que concedemos magnitud importancia a los bienes espirituales, y para vergüenza de los que, entre ellos no pocos de nuestros internacionalistas, han terminado por acomodarse a las ventajas materiales del exilio y a su escuela de concesiones burguesas.

ANTENA

En la Embajada española de Londres se ignoraba el proyecto de incluir aquella documental en los programas. Los corresponsales españoles, que han sido los últimos en enterarse, estaban indignados.
EL ECO DEL «MUERA LA INTELIGENCIA»
MADRID. — Ha sido prohibida una conferencia que en la Facultad había de dar el novelista Armando López Salinas. Y el Seminario del profesor Aranguren de la Facultad de Letras ha suspendido su actividad. Los señores López Salinas y Aranguren figuran entre los firmantes de las doce cartas dirigidas al ministro señor Fraga Iribarne con motivo de los malos tratos que la guardia civil, como se dijo, había dado a los mineros.
EJEMPLO DE DEMOCRACIA ORGANICA
BILBAO. — Veintidós nacionalistas vascos detenidos en octubre próximo pasado, serán juzgados próximamente en esta Audiencia acusados de haber organizado una huelga de diez minutos «a solidaridad a los mineros asturleonés».
MAS DEMOCRACIA DE ESA
MADRID. — El juicio contra un grupo reorganizador del partido socialista ha sido por segunda vez aplazado. El «edito» de asociación no franquista data del mes de noviembre de 1958. El número de encartados fue inicialmente de 54, cuando en la actualidad 39 por defunción de algunos y deserción de otros. Cinco años de proceso por un delito de nada, es cosa que no se ve en Cafreña, pero sí en España.
JAQUE AL SALAZARISMO
LISBOA. — Entre los intelectuales detenidos por antidemocrático, hay que agregar al cineasta Manuel de Oliveira, cuyo arresto ha tenido la virtud de hacer protestar contra la P.I.D.E. a un grupo de 15 intelectuales hasta aquí sumisos al régimen. Oliveira fue detenido en Oporto, siendo inmediatamente recluido en la cárcel secreta de la policía de Estado (P.I.D.E.). Otro grupo, compuesto de ingenieros en número de 50, ha elevado asimismo su indignada protesta al gobierno.
Por otra parte, el Partido Africano de la Independencia de Guinea y Cabo Verde hace saber desde Conakry que unas tropas de ocupación portuguesas en las comarcas de Gio y Bissorá y en la carretera de Mansabi a Bissorá.

Communiqués

- CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9)
TELEPHONE: TRUDAINE 78-64
PERMANENCE Au siège, tous les jours, sauf dimanche et lundi de 14 à 18 heures.
Secrétaire confédéral: Joseph SORIANO
39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS, 9
Trésorier confédéral: Gérard CONTE.
39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS, 9 — C.C.P. 11.493-55. Paris
Rédaction, Administration et Trésorerie du «COMBAT SYNDICALISTE»: Raymond FAUCHOIS
39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9) — C.C.P. 3724-37, Paris
DEUXIEME UNION REGIONALE REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS
UNION LOCALE DE PUTEAUX ET NANTERRE
Assemblée générale le 1er dimanche de chaque mois, à 10 heures, Bourse du Travail de Puteaux, 21, rue Roque-de-Filliol.
U. L. DE CHOISY-LE-ROI - FOYER DES SOCIETES
Rue du Dr. Roux - Salle n° 11
Permanence: Chaque dimanche à 10 heures
SIXIEME UNION REGIONALE UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.
UNION LOCALE DE PERPIGNAN
Réunion tous les lers samedis du mois au local, rue de l'Anguille
Permanences, cotisations tous les dimanches, de 16 à 18 h., au Continental Bar
Adresser toute correspondance à Pignon Amor, 5, rue de la Bédoyère, Perpignan
DIX-SEPTIEME UNION REGIONALE UNION LOCALE DE LYON
Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, n° 60, LYON (5)
UNION LOCALE DE SAINT-ETIENNE
Permanence: Bourse du Travail, Salle 15 bis (côté Mutualité), les mercredis de 18 à 19 heures.
Correspondance à A. Poizat, 20, rue Edgar Quinet, Saint-Etienne.
DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE UNION LOCALE DE MARSEILLE
Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

Conferencia en Beziers

Esta Federación Local pone en conocimiento de sus afiliados y simpatizantes en general, que el domingo 29 de diciembre a las 9h.30 tendrá lugar en su local social una conferencia a cargo del compañero José Granero bajo el tema «La tercera fuerza», esperándose la máxima asistencia al acto. F. L. DE Beziers

DISCOS

Es, de las dignidades de arteficio ganada perniciosa, y a mi que no cansa. Y aún, en España, las exigencias. Para tratar con encubridores allí hay que disponer del diccionario de los tratamientos.
Se cuenta lo del maño que fue a Zaragoza a regularle un gallo al arzobispo. Entró en el despacho de éste completamente olvidado del tratamiento debido a tan importante personaje.
«¡Hola, señor Jesucristo! — casi gritó el maño para salir de apuro.
— No tanto, no tanto — mustio halagado, el arzobispo.
El otro día murió el excmo. Sr. D. Zalabarrá Martínez de Orea, Zalabarrá, Ramírez de la Cuesta, Fombona Tuté y Larios de Pombó, marqués de Tal, conde de Cuel y duque de Pantarrantana, casado en primeras, segundas y terceras nupcias con, etc., etc. y D. Malo, Benefactor; D. Enrique, etc. Toda la importancia de ese individuo se apreció en la escuela moribunda, no en su lustre Existencia de Cucaracha.
En el aumentativo de trato nos choca lo de Archipestre por su resonancia a «Archipeste».
«¿Y qué decir de Archimandrita? Que es prior de convento ortodoxo, convento. Pero mandra en catalán expresa haraganería, y archimandrita conduce a «archimandritis», o DISCOBOLO

Conferencia en Beziers

Esta Federación Local pone en conocimiento de sus afiliados y simpatizantes en general, que el domingo 29 de diciembre a las 9h.30 tendrá lugar en su local social una conferencia a cargo del compañero José Granero bajo el tema «La tercera fuerza», esperándose la máxima asistencia al acto. F. L. DE Beziers

DISCOS

Es, de las dignidades de arteficio ganada perniciosa, y a mi que no cansa. Y aún, en España, las exigencias. Para tratar con encubridores allí hay que disponer del diccionario de los tratamientos.
Se cuenta lo del maño que fue a Zaragoza a regularle un gallo al arzobispo. Entró en el despacho de éste completamente olvidado del tratamiento debido a tan importante personaje.
«¡Hola, señor Jesucristo! — casi gritó el maño para salir de apuro.
— No tanto, no tanto — mustio halagado, el arzobispo.
El otro día murió el excmo. Sr. D. Zalabarrá Martínez de Orea, Zalabarrá, Ramírez de la Cuesta, Fombona Tuté y Larios de Pombó, marqués de Tal, conde de Cuel y duque de Pantarrantana, casado en primeras, segundas y terceras nupcias con, etc., etc. y D. Malo, Benefactor; D. Enrique, etc. Toda la importancia de ese individuo se apreció en la escuela moribunda, no en su lustre Existencia de Cucaracha.
En el aumentativo de trato nos choca lo de Archipestre por su resonancia a «Archipeste».
«¿Y qué decir de Archimandrita? Que es prior de convento ortodoxo, convento. Pero mandra en catalán expresa haraganería, y archimandrita conduce a «archimandritis», o DISCOBOLO

Conferencia en Beziers

Esta Federación Local pone en conocimiento de sus afiliados y simpatizantes en general, que el domingo 29 de diciembre a las 9h.30 tendrá lugar en su local social una conferencia a cargo del compañero José Granero bajo el tema «La tercera fuerza», esperándose la máxima asistencia al acto. F. L. DE Beziers

DISCOS

Es, de las dignidades de arteficio ganada perniciosa, y a mi que no cansa. Y aún, en España, las exigencias. Para tratar con encubridores allí hay que disponer del diccionario de los tratamientos.
Se cuenta lo del maño que fue a Zaragoza a regularle un gallo al arzobispo. Entró en el despacho de éste completamente olvidado del tratamiento debido a tan importante personaje.
«¡Hola, señor Jesucristo! — casi gritó el maño para salir de apuro.
— No tanto, no tanto — mustio halagado, el arzobispo.
El otro día murió el excmo. Sr. D. Zalabarrá Martínez de Orea, Zalabarrá, Ramírez de la Cuesta, Fombona Tuté y Larios de Pombó, marqués de Tal, conde de Cuel y duque de Pantarrantana, casado en primeras, segundas y terceras nupcias con, etc., etc. y D. Malo, Benefactor; D. Enrique, etc. Toda la importancia de ese individuo se apreció en la escuela moribunda, no en su lustre Existencia de Cucaracha.
En el aumentativo de trato nos choca lo de Archipestre por su resonancia a «Archipeste».
«¿Y qué decir de Archimandrita? Que es prior de convento ortodoxo, convento. Pero mandra en catalán expresa haraganería, y archimandrita conduce a «archimandritis», o DISCOBOLO

Méjico avisa

Ante la descarada insistencia del exilado político español Manuel Rivas, en propagar dentro y fuera de nuestros medios confederales las tesis y consignas del marxismo-leninismo, mediante «belos difamatorios» para la C.N.T., organizaciones parciales y personalidades de signo democrático exiliados, nos vemos obligados, una vez más, a poner en conocimiento de toda la militancia confederal y antifascista en general, que dicho exiliado encabeza un grupo de transfrugas (Grupo Unidad), expulsado de la C.N.T. de España en México, que desde hace varios años actúa como avanzada del Partido Comunista Español, cuya misión — ya lo hemos dicho — consiste en difamar, por todos los medios posibles, la acción del conglomerado antifascista español, y muy especialmente a la C.N.T.
A los directores de nuestra prensa y publicaciones afines, rogamos la reproducción de este aviso.
Por la C.N.T. de España en Méjico: EL SECRETARIO

Leed UMBRAL



# Entrevista

DENTRO de poco habrá entrevista regular en Zona Norte. Problemas y actividades del año deberán ser examinados. Idea central lo es que el examen sea objetivo para un resultado totalmente satisfactorio.

En la confrontación un deseo es imprescindible: que los obstáculos sean superados, las distancias reducidas, y los enojos — de haberlos — olvidados.

Para encararse con la labor próxima, estas recomendaciones son saludables. Para lograr que la Organización SEA, la buena disposición de todos es imprescindible.

Estamos en la C.N.T. por algo íntimo y causal, no por simple pasatiempo. Se está en la Confederación por una idea de superación que empieza en el individuo y termina en la sociedad cual la queremos: libertaria.

Pero no habría nunca sociedad libertaria si los libertarios carecieran de comportamiento, de tolerancia para con nosotros mismos. Para sentirse capaz de una sociedad nueva hay que autolimitar vicios de conformidad, que saber la conducta propia, y saber apreciar, y coordinar, el esfuerzo de todos para la obra de todos. Es el único procedimiento para cumplir obra positiva, puesto que las descargas — de nervios o extemporáneas — sin arreglar nada suelen estropearlo todo.

Toda revolución es importante en dos fases: primera, la individual; segunda, la colectiva. La primera, con revolucionarios constructivos, capaces para la obra y para el trato, puede determinar el afianzamiento de la revolución del pueblo. Otra salida victoriosa no lo prevemos.

La barricada, con ser interesante, no tiene un más allá sin el más allá mental y procedimental de los barricadistas. Hay que ser revolucionario conciliante en acción y conciencia.

Todo gesto confederal ha de ser necesariamente constructivo, y a las reuniones hemos de acudir para entendernos, no para distanciarnos. Tenemos un uso del vocablo preciso: COMPAÑERO, y es conveniente que cada cual lo sea, incluso en presencia de puntos de vista opuestos, que no irconciliables.

Que en Zona Norte y en las zonas, el norte nos guíe.

ABONNEMENTS : 1 AN  
Version française ..... 5 F.  
Version eco-espagnole ... 20 F.  
Rédaction et Administration  
Raymond FAUCHOIS  
39, rue de la Tour d'Auvergne  
Paris (9<sup>e</sup>) • C.C.P. 3724-37 Paris  
et 24, r. Ste-Marthe, Paris (10<sup>e</sup>)  
Tél. BOT 22-02. Tél. Imprimerie : BEL. 27-73

# COMBAT SYNDICALISTE

3 PAGINAS EN ESPAÑOL

ANTIFRANQUISMO MILITANTE

## Fraga Iribarne en la «Ciudad de la Niebla»

(Continuación y fin)

Los representantes de la prensa y los Servicios de Televisión de la B. E. B. nos acompañaron hasta la embajada. La plaza de Belgrave, lugar donde está emplazado el edificio, estaba prácticamente «tomada» por la policía. Todas las bocacalles de acceso estaban bloqueadas. En el centro de la plaza, tres grandes autocares y un ejército de uniformes. Eran las 3.15 horas. La marcha hizo alto y la Comisión salía acompañada de una escolta hacia la puerta de la Embajada a unos cien metros de distancia. Allí convergieron la Comisión, la Prensa, y Fraga Iribarne, quien con un turismo cargado de maletas había calculado mal su llegada. Al apearse del avión en el Aeropuerto un corresponsal de la Televisión dijo a Iribarne que le esperaba una manifestación para protestar de su presencia. A lo que contestó el ministro: «En España no se permiten esas cosas». La respuesta no denota gran inteligencia; la «eminentia gris» del franquismo se retrataba de cuerpo entero y el corresponsal no tardó en largar la especie.

Fraga Iribarne salió del coche y corrió para ganar la puerta de la embajada. Segundos más tarde miraba a hurtadillas por entre los vidrios de una ventana para cerciorarse de que el corresponsal de la B.B.C. no había mentido.

Portadora de una carta, la Comisión pidió una entrevista a Iribarne pero la situación no era apropiada

para detenerse. Los representantes de la prensa pidieron a la Comisión explicara la actitud del ministro, que tanta prisa acusaba para escabullirse sin dar las buenas tardes. La Comisión volvió a insistir enviando recado a Iribarne, quien dijo no tener tiempo para recibir a nadie. Otro recado para indicarle que tenían una carta para él, accediendo a que se le pasara un botones. Posteriormente, la Comisión pidió un acuse de recibo de la carta, y el mensajero trajo el recado del ministro: «Con la carta tengo bastante, no hay recibo». La Prensa, la Televisión, e incluso la Policía, quedaron extrañadas de la falta de cortesía del ministro, que atropelladamente desapareció por escotilla como una visión.

De regreso a la manifestación, la Comisión dirigió unas palabras para explicar lo sucedido: se produjo un gran murmullo y voces de «¡Asesinos!» y «¡Mueera Franco!».

La marcha había de dispersarse, pero la policía accedió a que continuase para disolverse en el lugar de partida. Una hora más tarde, después de haber recorrido una de las partes centrales de Londres, la marcha regresaba a Marble Arch, mientras Fraga Iribarne comentaba con el marqués de Santa Cruz lo incongruente de su llegada y el contenido de la carta.

Los Servicios de Televisión en la noche del día 24, ocuparon casi todo el programa sobre la muerte trágica de Kennedy, pero aún hubo un pequeño margen en dos emisiones para presentar la marcha de la protesta.

La segunda vez en la puerta de la Embajada. Hablando de Iribarne, no se vio a este por parte alguna, pero sí a la representación de los manifestantes, particularmente la carta de protesta sobre cuyo sobre descansó el lente de la cámara fotográfica con signos de preferencia.

La Prensa de la mañana del lunes ha dedicado sendos comentarios. «The Guardian» escribe a respecto: «Varios centenares de españoles exiliados se manifestaron ayer tarde frente a la Embajada para protestar contra la llegada del ministro de Información y Turismo quien viajaba en visita oficial.»

Mr. Agustín Roa, el secretario de la Confederación Nacional del Trabajo de España, organizador de la protesta, logró entrar en la Embajada para entregar una carta de protesta pidiendo una investigación acerca de las torturas de que se dicen haber sido víctimas los mineros asturianos. También se pedía la libertad de los presos políticos. La aplicación de Mr. Roa para ver al ministro fue rechazada, como también la demanda de acuse de recibo de la carta.

Toda la prensa de la mañana comenta la manifestación de protesta en torno a la llegada de Iribarne: tratando de ignorar la manifestación, el «Daily Herald», portavoz del Partido Laborista, fija su atención en el ministro. Sobre esta acción y este detalle, huelga el comentario, aunque cada cual puede hacer el suyo.

Como quiera que fuera, la visita de Fraga Iribarne ha demostrado que el exilio español siente en sí propia entre los zarzapos del fascismo contra cuantos contra él se rebelan en España. Igualmente se ha demostrado el sentimiento de solidaridad de los trabajadores ingleses y la opinión pública hacia la España antifascista, pese a los intereses de Estado que pugnan por echar sobre el antifascismo español el manto del olvido.

El ministro de Información y Turismo franquista ha venido para rogar al Gobierno británico sea tolerante y reconozca que la «democracia» en España es de color muy distinto porque la situación no permite otra cosa.

Los representantes del régimen fascista impuesto al pueblo español por la traición y la acción de las armas, se esfuerzan por lograr de los gobiernos occidentales algo de exigencia.

**Cercle Libertaire d'Etudes**  
animé par l'Union des Groupes Anarchistes Communistes de la Région Parisienne, avec la collaboration du groupe Noir et Rouge  
le 10 Janvier 1964  
«Intégration - Etatisation»  
le 24 Janvier 1964  
«La lutte des classes»  
le 7 Février 1964  
«1917-1964, de la Révolution à la Réaction, évolution des pays de l'Est»  
le 21 Février 1964  
«La chute du gaullisme»  
le 6 Mars 1964  
«Du Révolté au Révolutionnaire»  
le 20 Mars 1964  
«L'Organisation Révolutionnaire»

# SOLUCION APREMIANTE

DUDDO exista quien no se haya limitado previsto y exuberantes de alirado a cada nueva represión desencadenada en España por las hordas policíacas - franquistas bajo la alta protección de la «gracia de Dios», y más al conocer que en las latitudes celestes la gracia es muy especial, tan especial, que se basa sobre millones de cadáveres que antes de serlo fueron maltratados, se pueda cerrar el paso si nos empeñamos en seguir el procedimiento mismo sólo comparable al padecido bajo un Stalin, un Hitler o un Mussolini. Y es que los dictadores tienen por norma la «emulación». Los practicantes de la «política», la especularidad de una protesta más o menos interesada, al ser consistente con la profesión el olvido y hasta la falsedad.

En la oposición el valor de ascender prima. En la cumbre, el miedo desce. Y hombres eran y continúan siendo. Los valientes y los cobardes. Al menos parecen demostrarlo los pantalones que visten aun cuando sabido que el hábito no hace al monje. Así, los tales se confortan con la grandiosidad protestataria, traída simplemente en artículos, cartas, telegramas y discusiones. Magníficamente escritos, preciosamente redactados, soberbiamente contadas las palabras para no pasar el

limite previsto y exuberantes de ocupar su puesto de combate, pues no son cobardes ni traidores y si obreros conscientes de su deber, hombres sin nombre hastiados y desahogados del platonismo impuesto a los medios revolucionarios españoles por los hombres con nombre, su espíritu de lucha, su conciencia de clase y su temperamento nervioso y «rebelle», no puede acomodarse a la inactividad a que se les viene sometiendo.

Pero ¡ah! amigos, las palabras se las lleva el viento dice un viejo verbo español. Así, para que puedan cerciorarse de que no serán engañados como lo fueron innumerables veces, de que se va a salir de la tregua en que hace tantos años estamos sumidos, se les deben dar todas las garantías necesarias y éstas no pueden ser otras a que ellos contribuyan directamente a la constitución del organismo que debe dirigir la lucha, y la iniciativa, si queremos asegurar el éxito de la empresa, debe salir indefectiblemente de la CNT y puesto en práctica el vasto plan por mediación de Alianza Sindical, ya que Alianza quiere una parte no despreciable del exilio y del interior, entre la que se cuenta la Organización en que milito. Respe-

## EL CASO GARCIA POLANCO

# Llamamiento urgentísimo

La Prensa española exiliada, a todas las FF. LL., Comités y organismos de la C.N.T., a las entidades de ayuda y de librepensamiento mundiales:

El 25 de noviembre de 1963, el refugiado español Bernabé García Polanco, con su abogado Mr. Robert Gaetan, se presentó ante la Comisión indicadora para revisar su caso particular. Según una ley canadiense todo extranjero entrado en el país sin salvoconducto será expulsado irremediablemente sin pérdida de tiempo. Pero, si durante su estancia clandestina ha logrado contraer matrimonio con una persona de nacionalidad canadiense y además ha tenido algún hijo con ella, puede gestionar su admisión en el país por recuros legales. Pues éste es el caso del español García Polanco: está casado con una mujer del país con la cual tiene una hija de siete meses.

Ello no obstante, el informe de la Comisión le ha sido desfavorable a pesar de que esa tolerancia de la ley, y contra la recomendación de buena persona librada por el Jefe de Política de Emigración del Estado de Québec en favor del interesado. Este ha sido declarado expulsible del país, pese a la gran cantidad de peticiones de tolerancia formuladas por muchos individuos, personalidades y organismos del Canadá y de los Estados Unidos de América del Norte y a las campañas favorables a García sostenidas por varios periódicos, entre ellos el importante diario «New York Times», quien recuerda el heroísmo de García con motivo de salvaciones efectuadas cuando la catástrofe del buque «Andrea Doria». Estando bien impresionados por el recurso planteado por Mr. Robert Gaetan, y que parecía seguir camino favorable, la decisión negativa de la Comisión fiscalizadora ha sorprendido a todos. Queda ahora el solo recurso de recurrir al Ministerio de la Emigración, entidad estatal informada únicamente por la Comisión citada, por lo que prevemos lo peor.

Cuando García Polanco tuvo necesidad de intérprete hispano - inglés al pasar por la Comisión, le presentaron un español franquista, requeté navarro por añadidura, el cual interpretó al acusado de forma capisosa, negando ante los fiscalizadores que en el mundo existieran refugiados políticos españoles, puesto que

el problema ya estaba resuelto con las amnistías dispuestas por Franco. Sostuvo — el intérprete (?) — que a España se puede acudir sin peligro de nada aunque se esté disconforme con la política del general Franco. Esta declaración inaudita de un intérprete franquista hasta los tuétanos, puede haber influido en el ánimo de la Comisión para perder al compañero Bernabé García Polanco. Insistimos cerca de las personalidades consultadas para el caso para que a Bernabé se le libre certificado de refugiado, pues en el asunto del «Andrea Doria» perdió toda clase de papeles. Disponerlos y enviárselos de urgencia al abogado Mr. Robert Gaetan, 830, rue Sherbrooke, Montréal (Québec) Canada. Sin crédito de emigrado político, Bernabé corre riesgo de ser entregado al primer barco franquista que pase.

También comunicamos que la mujer del acusado y su hija están en la miseria (Claudette Goulet, 7152, Ira. Avenue, Ville St-Michel, par Montréal (Québec) Canada. Hasta la fecha para gastos de abogacía y de ayuda a la familia sólo se ha recibido ayuda de S. I. A. de Toulouse (Francia), del Comité Pro-Presos de España, de Nueva York, y de algunos compañeros particularmente, siendo todo ello poco. Se trata de un caso de humanidad y de dignidad antifranquista y todos deberíamos en algo corresponder. García Polanco es conocido especialmente en Estocolmo (Suecia) y en París, de cuyos lugares se espera correspondencia solidaria.

Para terminar aprovechamos la coyuntura de este comunicado apremiante para dar las más expresivas gracias por el concurso moral aportado a «Tierra y Libertad» de México, a SIA de Francia, a CNT y «Espoir» de Toulouse, a la AIT, a LE COMBAT SYNDICALISTE y a «OPE» de París, a Julio Just, del Gobierno republicano español; al C. Pro Presos de Nueva York, y en particular a la señora Victoria Kent, al diario «New York Times» y a la madre de la niña que García Polanco salvó durante el accidente del «Andrea Doria».

Por la Delegación de S.I.A. en el Canadá,

José Giner, Francisco Rebordosa  
Montréal (Canadá).

# CRÓNICA INTERNACIONAL

por Gregorio Quintana

## LA HYDRA DE MIL CABEZAS

LA Iglesia, todas las Iglesias; la Religión, todas las Religiones, materializan la legendaria leyenda. Ella personifica, concreta, realiza, el monstruo mitológico. Cada Iglesia, cada grupo religioso profesante, compenetrado con el Estado en tanto que apéndice o en verdaderas funciones de control y de mando, cumplen su misión idéntica: supervisar los destinos del mundo, controlar y dirigir las pasiones, las ideas, los pueblos, los hombres, y la cumplen a las mil maravillas y con una unidad perfecta en la acción y en la finalidad. Todo a pesar de que existen funcionalmente varios centenares de religiones y de sectas al parecer distintas y entre sí antagónicas. Hace más de cincuenta años, un erudito en la materia, Malvert, señalaba más de 500. Han desaparecido algunas y se han constituido otras. El balance queda equilibrado. Lo que ya no se ven son las terribles guerras de religión, so pretexto de religión. Los tiempos son otros y la Iglesia, que tras que, no, amigo ateo o simplemente escéptico, la Iglesia marcha de mono con la Historia.

No es hoy funcionalmente retrógrada la Iglesia, como se insiste en repetir con inconcebible ceguera. La Iglesia se renueva y toma su delantera recuperando lo que hubiera podido perder, avanzando a pasos agigantados en la consideración de las gentes. Ha sido suficiente el paso de un Eusebio a un Agustín, para que la religión Apostólica Romana marcara puntos en el correr de pocos años. No fue menos reaccionario el último Juan que el anterior Pío. No lo es menos el actual Pablo. Pero Juan supo situarse en la consideración de las gentes por medios de ciertas medidas inteligentes, una Encíclica que no cambia nada a la condición del mundo, pero que aporta un nuevo bagaje de argumentos a la política envolvente del Vaticano y sobre todo un intento de reunificación de las principales Iglesias que mantienen una cierta hegemonía en el mundo. Pablo sigue sus pasos y su estratégica visita a la Tierra Santa tiene un significado fundamental, aunque ya previsto en las declaraciones conciliares referentes a los judíos, árabes, protestantes y ortodoxos, a todos se les llama a la misma «misra» y a la misma mesa. Es cosa de repararse entre todos las buenas suculencias del banquete. Da prueba de la eficacia de esta política anticlerical a la de la propia actitud de Kruschke, con su «entrada» en el círculo de influencia papalica.

El ejemplo de la Iglesia — de la mentada reunificación de las Iglesias — podría servir de lección a quienes razonadamente se hallan frente a la Iglesia y que — además — de una manera u otra combaten al Estado. Por un lado conviene reconsiderar la prédica. Predica redentorista que hace siglo y medio electriza las masas indigentes y que suena hoy a rebato. Por otra parte, procedería contribuir ciertas bases que pudieran propiciar una solidaridad en la acción. Solidaridad entre grupos convergentes en la lucha contra el Estado y contra la Religión. No se trataría de buscar la uniformidad en una unidad que, tras de precaria, tendería en el futuro hacia más enconadas luchas. Lo que importa y urge es hallar un medio general de inter-reconocimiento, de respeto de los unos a los otros, de fraternidad en la «marcha», en el camino de la acción. Ello permitiría fortalecer nuestros cuadros comunes y crear un nuevo clima de confianza en los sectores sociales susceptibles de levantar bandera y brazo, pensamiento y acción, en la cruzada por la libertad con-

creta, no la democrática, la republicana y la hoy en día precruzada incluso por la Iglesia, que no son más que espantajos de la libertad.

Las internacionales que se reclaman de una finalidad común: la T.W.W., la A.I.T. y junto a ellas la C.I.A., habrían de encontrar puntos de contacto que permitieran, en un enfoque coordinado, abordar los actuales problemas del mundo. Tras ello, un Pacto de Solidaridad que, sin obligar a unos ni a otros a participar en estos o en aquellos hechos, induzca a respetar las acciones que cada una de las partes inicie. Respetarlos cuando no hay total acuerdo. Apoyarlos cuando existe firme simpatía. Intervenir de pleno cuando el acuerdo es completo. Pertenecer a la A.I.T. y la I.W.W. discrepar en cuando al modo de emprender una campaña reivindicativa en los Estados Unidos o en Australia. Pero una vez iniciada tal campaña corresponde ejercer un mutuo apoyo. Difícilmente habría de producirse discusión en cuanto si se ha de atacar o no al franquismo. Podría haber divergencia de procedimiento, pero no de finalidad. En mayor escala de posibilidades fraternas podría emprenderse una campaña internacional contra la guerra, convencidos como se hallan los militantes de las dos centrales que la guerra tiene su origen en la esencia, forma y contenido de la sociedad capitalista y en el Estado. ¿Por qué no una acción común para desmascarar a la Iglesia?

Desde la base habría de propiciarse el medio de contactos entre los diversos Secretariados de organismos internacionales, al propio tiempo que habría de iniciarse entre organismos locales. Tres instituciones que en Argentina se reclaman de la F.O.R.A. evidencian una mentalidad confusa y delirante en la militancia libertaria argentina, cinco o más corpúsculos de proclama sindicalista libertaria en Francia, evidencia incapacidad militante en la apreciación de los problemas que reclaman una ingente intervención de conjunto. No se trata únicamente de poner cuestión de personalismos exacerbados. Se trata más que nada de una mentalidad tribal, de la que incluso los negros de cultura rudimentaria se van ya liberando...

El que la Iglesia se airee y busque nuevos cauces de expansión no equivale a una renovación de fondo, ni de contenido, ni de propósitos. Hoy como ayer se reafirma la solidaridad del Estado, en tanto que el Estado pueda servir a los intereses «temporales» de la Iglesia. Juegan a pelearse contra el Estado, como en el actual caso de España, porque temen que la tozudez de Franco ponga en peligro las conquistas que en España tiene la Iglesia adquiridas.

De ahí surgen esas contradicciones aparentes entre las declaraciones de algunos altos prelados, o entre las afirmaciones de modestos vicarios. El abate de Monserrat se ha hecho tirar de las orejas y fue convocado a Milán por sus declaraciones publicadas en «Le Monde», de París. Prensa española católica ataca «Le Monde», acusándole de fobia contra España. Pero los curas y diferentes gentes de Iglesia manifestaron hacia las huelgas de Asturias una solidaridad sospechosa, lo que prueba que la Iglesia simula gestos de diverso alcance, curándose en salud, en previsión de lo que pueda ocurrir en un futuro próximo.

En España, como en no importa que otro rincón del mundo, con Pío, con Juan o con Pablo, la Iglesia no ha cambiado de intención. Pero ha sabido — sabe —, no lo duden los inveterados traga-curas de café, mantener una constante de progresión, renovándose a través de los tiempos. Por lo que es hoy tanto o más peligrosa que ayer.



FRANCO VOTA A FRANCO  
(Fotografía aparecida en «A E C» de Madrid. Cortesía de «República» de París.)